



UNIS CONTRE UNE IMMIGRATION JETABLE

Des familles à la rue, des arrestations au domicile et au guichet de la préfecture.

Des enfants scolarisés qui risquent d'être expulsés avec leurs parents à la fin de l'année scolaire.

Des étrangers gravement malades à qui ont refusé le droit de se soigner en France.

Des réfugiés qui n'arrivent pas à accéder à la procédure de demande d'asile.

Des personnes « sans papier » pourtant installées depuis de nombreuses années à Toulouse qui sont maintenues dans la précarité parce qu'on leur refuse le droit de vivre et de travailler légalement en France...

Ces personnes vivent peut-être à côté de chez vous.

Leur situation ne cesse de se dégrader et les projets du gouvernement actuel nous font craindre le pire pour l'avenir.

En octobre 2005, le ministre de l'intérieur appelle les préfets à reconduire dès la fin de l'année scolaire les enfants scolarisés « sans papier » avec leurs parents.

Le 21 février 2006 une nouvelle circulaire commune du ministre de l'intérieur et de la justice engage les institutions à collaborer aux arrestations d'étrangers dans les foyers d'accueil, à leur domicile, dans les hôpitaux jusque dans les blocs opératoires.

En juin 2006 un nouveau centre de rétention va permettre, à Toulouse, de multiplier par 5 le nombre d'étrangers reconduits à la frontière y compris les familles avec enfants et ainsi atteindre les objectifs chiffrés.

Les crédits de la DDASS consacrés à l'hébergement d'urgence et l'aide sociale seraient réaffectés au financement de ce centre de rétention ; le nombre de familles à la rue ne cessera donc d'augmenter.

Le nouveau projet de loi du ministre de l'intérieur sur l'immigration et le droit d'asile conduit à une négation des droits fondamentaux de la personne. Il restreint radicalement le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France. Il entérine la quasi-disparition de cet outil d'intégration " qu'était la carte de résident valable 10 ans. Il s'attaque au séjour des malades étrangers. Il rend de plus en plus difficile les étapes permettant d'obtenir le statut de réfugié.

Le gouvernement affiche sa volonté d'aller piller les capacités et talents dans le monde. Ne sera "acceptable" que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. Quant aux autres, ni leur situation personnelle, ni leur situation familiale ne leur conféreront désormais des droits, au point que les régularisations deviendront quasiment impossibles.

Nous appelons donc à nous mobiliser contre une politique d'immigration qui fait des étrangers en France, réguliers ou irréguliers, une population de seconde zone, privée de droits, condamnée à la précarité et livrée à une politique populiste.

Nous refusons de collaborer à la répression intensive qui s'organise contre les étrangers et nous nous engageons à résister.

RASSEMBLEMENT MERCREDI 19 AVRIL 12H30 - PLACE St ETIENNE

PREMIERS SIGNATAIRES :

Act Up Toulouse, Alternative Midi Pyrénées, ARDRESI, ATTAC Toulouse, ATD Quart Monde, CIDES, C.C.P.S., CGT, Cimade, Coordination un logement décent pour tous, Confédération Syndicale des Familles, EMMAÛS, FCPE, FNARS, FSU, Le Collectif Inter Associations, LCR, Ligue des Droits de l'Homme, les Verts 31, les Verts Midi-Pyrénées, MRAP, Motivé-e-s, PCF, Ras l'Front, RESF 31, SUD Education, Survie, Syndicat des Avocats de France, UNEF, Union Syndicale Solidaires.